

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2017/206853]

**14 DECEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, modifié par les arrêtés dès 15 juillet 2010, 23 juin 2011, 31 mai 2012, 31 janvier 2013, 28 novembre 2013, 20 mars 2014, 15 mai 2014, 26 mars 2015, 24 mars 2016, 27 octobre 2016 et 27 avril 2017;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 8 et 12 décembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 décembre 2017;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, les mots « aux agents statutaires du » sont remplacés par le mot « au ».

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> Agence : Agence wallonne du Patrimoine, telle que créée par le décret du 12 juillet 2017 érigeant l'Agence wallonne du Patrimoine en service administratif à comptabilité autonome et portant dissolution de l'Institut du Patrimoine wallon. ».

**Art 3.** L'article 3 du même arrêté est complété par les mots « et aux membres du personnel contractuel des services administratifs à comptabilité autonome, ci-après dénommés SACA, désignés à cet effet par l'autorité compétente. ».

**Art 4.** L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour ce qui est de l'Agence, en cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 2, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à un agent de niveau A qu'il désigne. ».

**Art 5.** Dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « ou d'un membre du personnel contractuel d'un SACA » sont insérés entre les mots « Les supérieurs hiérarchiques d'un agent » et les mots « délégué peuvent ».

**Art 6.** Dans l'article 7, § 2, du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour prendre les décisions relatives aux missions à l'étranger dans le cadre des activités de l'Agence jusqu'à concurrence de 5.000 euros. ».

**Art 7.** A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le secrétaire général et le directeur général » sont remplacés par les mots « Le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence »;

2<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, concernant l'Agence, délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour liquider toute dépense faisant l'objet d'un engagement provisionnel autorisé en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros. ».

**Art 8.** Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « secrétaire général et directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 9.** L'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider, dans le cadre des activités de l'Agence, toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre 1er du budget de l'Agence, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros. ».

**Art 10.** L'article 12 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour engager, approuver et liquider, dans les matières relevant de ses compétences, toute dépense imputable sur les articles de base 12, classe 1, du titre Ier du budget de l'Agence et relative aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 12.500 euros. ».

**Art 11.** A l'article 13, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, les mots « au secrétaire général et au directeur général » sont à chaque fois remplacés par les mots « au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 12.** Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « au secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 13.** L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et liquider toute dépense autre que celle relative aux marchés publics et imputable sur les articles de base de la classe 7, du titre II du budget de l'Agence, et relative à l'achat de biens meubles durables spécifiques, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros. ».

**Art 14.** L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants engagés, majorations éventuelles comprises, repris en regard de son grade, pour désengager, dans le cadre des activités de l'Agence, toute dépense imputable sur les articles de base du budget de l'Agence, à l'exception des dépenses visées par des dispositions particulières du présent arrêté :

- inspecteur général : 50.000 euros;
- directeur : 12.000 euros. ».

**Art 15.** L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art 17. Pour l'application de la présente section, on entend par :

- 1° la loi marchés publics : la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- 2° l'arrêté royal du 18 avril 2017 : l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
- 3° l'arrêté royal du 18 juin 2017 : l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux;
- 4° l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics. ».

**Art 16.** Dans l'intitulé de la sous-section 2 de la section 4 du chapitre 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « ou à l'octroi d'une concession de travaux publics » sont abrogés.

**Art 17.** A l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « article 6, § 2, de la loi » sont remplacés par les mots « article 9, alinéa 2, de la loi marchés publics »;
- b) le 5° de l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;
- c) dans l'alinéa 2, les mots « article 21, §§ 1 et 2, de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou par l'article 21, §§ 1 et 2, de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 » sont remplacés par les mots « article 36, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou par l'article 44, de l'arrêté royal du 18 juin 2017 »;
- d) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'une procédure négociée sans publication préalable résulte de l'application de l'article 42, § 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi marchés publics, la délégation pour l'approbation du marché est accordée à l'autorité qui a approuvé le marché initial passé selon une des procédures visées à l'article 35, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi marchés publics. ».

**Art 18.** A l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « secrétaire général et le directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence »;
- b) au 1°, les mots « article 9, § 4, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « article 9, § 4, alinéa 1<sup>er</sup> »;
- c) au 3°, les mots « article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou de l'article 13, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 » sont remplacés par les mots « article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou de l'article 34, alinéa 2, de l'arrêté royal du 18 juin 2017. ».

**Art 19.** A l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « secrétaire général et le directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence »;
- b) au 1°, les mots « article 95 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou à l'article 94 de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 » sont remplacés par les mots « article 76 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou à l'article 74 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 »;
- c) au 3°, les mots « des articles 103 et 104 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ou des articles 102 et 103 de l'arrêté royal du 16 juillet 2012 » sont remplacés par les mots « de l'article 89 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 ou de l'article 87 de l'arrêté royal du 18 juin 2017 ».

**Art 20.** L'article 21 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. Seuls le secrétaire général, le directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence peuvent, dans les matières relevant de leur autorité respective, attribuer le marché lorsque le montant de l'offre régulière économiquement la plus avantageuse atteint 500.000 euros pour un marché de travaux, ou le seuil fixé pour la publicité européenne pour un marché de fournitures ou de services, et s'écarte d'au moins 15 % en dessous de la moyenne des montants des offres déposées par les soumissionnaires sélectionnés. ».

**Art 21.** Dans l'intitulé de la sous-section 3 de la section 4 du chapitre 1<sup>er</sup> du même arrêté, les mots « et des concessions de travaux publics » sont abrogés.

**Art 22.** A l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des travaux, des fournitures ou des services supplémentaire jusqu'à concurrence de 15 % du marché initial » sont remplacés par « des travaux supplémentaires jusqu'à concurrence de 15 % de la valeur du marché initial ou 10 % de la valeur du marché initial relatifs à des fournitures ou des services supplémentaires dans le cadre d'une clause de réexamen prévue dans le document du marché initial ou dans l'hypothèse visée à l'article 38/4 de l'arrêté du 14 janvier 2013 »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « secrétaire général ou le directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, directeur général ou l'inspecteur en charge de l'Agence »;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots « et des accords-cadres avec plusieurs adjudicataires » sont insérés entre les mots « simple exécution des marchés » et les mots « passés par le Ministre ».

**Art 23.** A l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, directeur général et à l'inspecteur en charge de l'Agence »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou, lorsqu'il s'agit d'un préjudice très important, une autre forme de révision ou la résiliation » sont insérés entre les mots « des prolongations de délais » et les mots « résultant du fait de l'administration »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art 24.** A l'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Délégation est accordée au secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour décider d'exclure un adjudicataire défaillant en application de l'article 48 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013. »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 3, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence. ».

**Art 25.** Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 26.** Dans l'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 27.** A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence »;

2<sup>o</sup> les mots « ou membres du personnel contractuel de niveau A de l'Agence » sont insérés entre les mots « ainsi qu'aux agents » et les mots « qu'ils ont désignés à cet effet ».

**Art 28.** A l'article 28 du même arrêté, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 29.** L'article 29 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les biens qui sont confiés en gestion à l'Agence, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour autoriser la remise :

1<sup>o</sup> de biens immobiliers sans emploi;

2<sup>o</sup> de biens mobiliers sans emploi. ».

**Art 30.** A l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés à chaque fois par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 31.** A l'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 32.** A l'article 32 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les mots « secrétaire général et au directeur général » sont remplacés par les mots « secrétaire général, au directeur général et à l'inspecteur général en charge de l'Agence ».

**Art 33.** L'article 52 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 8, alinéa 2, délégation est accordée au directeur général, sans limitation de montant, pour liquider toute dépense imputables sur les articles de base 12.04 et 12.05, du titre 1er du programme 23 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région et concernant les loyers et redevances relatifs aux biens immobiliers. ».

**Art 34.** A l'article 66 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « receveur général, au receveur » sont remplacés par les mots « au receveur centralisateur, aux receveurs »;

2<sup>o</sup> les mots « matières relevant de leur gestion comptable » sont remplacés par les mots « matières relevant de leur gestion »;

3<sup>o</sup> l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En application de l'article 21, § 3, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administrations publiques wallonnes, délégation est accordée au gestionnaire du contentieux pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de sa gestion. ».

**Art 35.** A l'article 67 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « receveur général et au receveur » sont remplacés par les mots « au receveur centralisateur, aux receveurs »;

2° les mots « matières relevant de leur gestion comptable » sont remplacés par les mots « matières relevant de leur gestion ».

**Art 36.** A l'article 73/2 du même arrêté, est inséré un alinéa rédigé comme suit : « 10° délivrer, modifier ou retirer l'attestation d'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable. ».

L'article 73/2, 5°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 5° délivrer, modifier ou retirer l'attestation de capacité professionnelle relative à l'accès à la profession de transporteur de marchandises par voie navigable; ».

**Art 37.** L'article 92 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2011, est abrogé.

**Art 38.** Dans le chapitre VIII du même arrêté, il est inséré une section 3, comportant les articles 101/5 à 101/14 rédigée comme suit :

« Section 3 - Dispositions particulières à l'Agence wallonne du Patrimoine

Sous-section 1 - Délégations budgétaires

Art. 101/5. L'inspecteur général en charge de l'Agence ou les agents ou les membres du personnel contractuel de niveau A désigné à cet effet par celui-ci, sont habilités à approuver et liquider ou à désengager s'il échet, dans le cadre des activités de l'Agence, les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou délégué à charge des crédits prévus au budget de l'Agence.

Art. 101/6. L'inspecteur général en charge de l'Agence ou les agents ou les membres du personnel contractuel de niveau A désignés à cet effet par celui-ci, sont délégués pour signer les ordonnances de dépenses établies à charge du budget de l'Agence.

Art. 101/7. L'inspecteur général en charge de l'Agence ou les agents ou les membres du personnel contractuel de niveau A désignés à cet effet par celui-ci sont habilités à faire procéder par les organismes financiers à l'ouverture et la clôture des comptes et à en arrêter les modalités de fonctionnement. Il communique à ces organismes les modèles de signature du comptable titulaire et des éventuels cosignataires et suppléants.

Art. 101/8. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur de l'Agence pour ester en justice, acquiescer à un jugement, interjeter appel ou exercer à son encontre toute voie de recours appropriée dans le cadre de tout litige portant sur les matières relevant de sa gestion.

Art. 101/9. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur de l'Agence pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite, de réorganisation judiciaire, de règlement collectif de dettes ou de médiation de dettes à l'intervention d'une institution agréée par la Région wallonne toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion comptable.

Art. 101/10. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence, jusqu'à concurrence d'un montant de 50.000 euros, pour engager, approuver et liquider toute dépense relative à des mesures conservatoires d'urgence visées par le Code wallon du Patrimoine et imputable aux articles de base de classe 1 ou 7 du budget de l'Agence.

Sous-section 2 - Dispositions particulières

Art. 101/11. Dans le respect des missions confiées à l'Agence, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour :

1° conclure les baux à loyer pour autant que le loyer annuel ne dépasse pas 125.000 euros;

2° conclure les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs pour autant que leur montant ne dépasse pas 125.000 euros.

Art. 101/12. Dans le respect des missions confiées à l'Agence, délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence ou aux agents de niveau A désignés à cet effet par celui-ci pour représenter le ministre pour la passation et les conclusions des actes relatifs à l'acquisition ou la cession de biens immeubles et de toute demande de permis pour travaux y relatifs.

Art. 101/13. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence ou à un agent de niveau A désigné à cet effet par celui-ci pour siéger au sein des assemblées de copropriétaires ainsi que dans les conseils de copropriété avec pouvoir d'engager l'Agence dans la limite des actes de base et des règlements de copropriété.

Art. 101/14. Délégation est accordée à l'inspecteur général en charge de l'Agence pour l'organisation de stages d'apprentissage et formation sur les sites de l'Agence. ».

**Art 39.** Dans le même arrêté, l'annexe, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art 40.** La Ministre de la Fonction publique et le Ministre du Patrimoine sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 2017.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## Annexe

Choix du mode de passation, adoption des documents de marché, sélection qualitative et attribution du marché

A l'exclusion des dépenses de services autres que celles relatives aux marchés publics, délégation est accordée pour choisir le mode de passation du marché, pour adopter les documents de marché et engager la procédure, à tout titulaire de fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants HTVA suivants :

	Procédure ouverte, procédure restreinte	Procédure concurrentielle avec négociation, procédure négociée avec mise en concurrence préalable, procédure négociée directe avec publication préalable, procédure négociée directe avec mise en concurrence préalable	Procédure négociée sans publication préalable, procédure négociée sans mise en concurrence préalable
TRAVAUX	euros	euros	euros
Secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence	1.250.000	500.000	300.000
Inspecteur général	500.000	200.000	150.000
Directeur	200.000	100.000	75.000
Fournitures			
Secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence	500.000	400.000	150.000
Inspecteur général	300.000	125.000	75.000
Directeur	125.000	50.000	50.000
Services			
Secrétaire général, directeur général et l'inspecteur général en charge de l'Agence	250.000	150.000	120.000
Inspecteur général	100.000	50.000	50.000
Directeur	50.000	25.000	25.000

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie.

Namur, le 14 décembre 2017.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/206853]

**14. DEZEMBER 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachterteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachterteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, 23. Juni 2011, 31. Mai 2012, 31. Januar 2013, 28. November 2013, 20. März 2014, 15. Mai 2014, 26. März 2015, 24. März 2016, 27. Oktober 2016 und 27. April 2017;

Aufgrund der am 8. und 12. Dezember 2017 abgegebenen Stellungnahmen des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. Dezember 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst und des Ministers für das Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachterteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie werden die Wörter "an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "an den Öffentlichen Dienst der Wallonie" ersetzt.

**Art 2** - Artikel 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° Agentur: die durch das Dekret vom 12. Juli 2017 zur Errichtung der Wallonischen Agentur für das Erbe ("Agence wallonne du Patrimoine") als Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung und zur Auflösung des Instituts für das wallonische Erbe gegründete Wallonische Agentur für das Erbe ("Agence wallonne du Patrimoine")."

**Art 3** - Artikel 3 desselben Erlasses wird um folgende Wörter ergänzt: ", und an die von der zuständigen Behörde zu diesem Zweck benannten Vertragspersonalmitglieder der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung".

**Art 4** - Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was die Agentur betrifft, gilt abweichend von vorigem Absatz, dass bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Direktors die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 2 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anders lautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an einen Bediensteten der Stufe A ergehen, den der Direktor benennt".

**Art 5** - In Artikel 5 § 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Bediensteten können" durch "Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Bediensteten oder eines mit einer Vollmacht versehenen Vertragspersonalmitglieds eines Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung können" ersetzt.

**Art 6** - In Artikel 7 § 2 desselben Erlasses wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abweichend von vorigem Absatz wird dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, die Entscheidungen bezüglich der Auslandsdienstreisen im Rahmen der Aktivitäten der Agentur bis zu einem Betrag von 5.000 Euro zu treffen."

**Art 7** - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° Der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was die Agentur betrifft, gilt abweichend von vorigem Absatz, dass dem Inhaber nachstehender Funktionen bis zur Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt wird, jede Ausgabe, die Gegenstand einer in Anwendung von Absatz 1 erlaubten vorläufigen Verpflichtung ist, festzustellen:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro."

**Art 8** - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 9** - Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur, jede Ausgabe, mit Ausnahme derjenigen, die die öffentlichen Aufträge betreffen, und die zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse I, Titel I des Haushaltsplans der Agentur geht, mit Ausnahme der in den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, als Verpflichtung festzulegen, zu genehmigen und festzustellen:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro."

**Art 10** - Artikel 12 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in den Angelegenheiten, die zu seinen Zuständigkeiten gehören, jede Ausgabe, die zu Lasten der Basisartikel 12, Klasse I, Titel I des Haushaltsplans der Agentur geht, und sich auf die Vertretungskosten bezieht, als Verpflichtung festzulegen, zu genehmigen und festzustellen, unter der Bedingung, dass der Betrag der Ausgabe 12.500 Euro nicht überschreitet."

**Art 11** - In Artikel 13 §§ 1 und 2 desselben Erlasses werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" jeweils durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 12** - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 13** - Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe, mit Ausnahme derjenigen, die die öffentlichen Aufträge betreffen, und die zu Lasten der Basisartikel der Klasse 7 von Titel II des Haushaltsplans der Agentur geht, und sich auf den Ankauf von spezifischen langlebigen beweglichen Gütern bezieht, mit Ausnahme der in den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben, als Verpflichtung festzulegen, zu genehmigen und festzustellen:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro."

**Art 14** - Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Den Inhabern der folgenden Funktionen wird bis in Höhe der neben ihrem Dienstgrad angegebenen Beträge, die Gegenstand einer Ausgabenverpflichtung sind, einschließlich der eventuellen Erhöhungen, die Vollmacht erteilt, im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur, jede Ausgabe, die zu Lasten der Basisartikel des Haushaltsplans der Agentur geht, mit Ausnahme der in den Sonderbestimmungen des vorliegenden Erlasses erwähnten Ausgaben von der betreffenden Verpflichtung freizugeben:

- Generalinspektor: 50.000 Euro;
- Direktor: 12.000 Euro."

**Art 15** - Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 17 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Definitionen:

- 1° Gesetz öffentliche Aufträge: das Gesetz vom 17. Juni 2016 über die öffentlichen Aufträge;
- 2° Königlicher Erlass vom 18. April 2017: der Königliche Erlass vom 18. April 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den klassischen Bereichen;
- 3° Königlicher Erlass vom 18. Juni 2017: der Königliche Erlass vom 18. Juni 2017 über die Vergabe öffentlicher Aufträge in den Sonderbereichen;
- 4° Königlicher Erlass vom 14. Januar 2013: der Königliche Erlass vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge und öffentlicher Baukonzessionen."

**Art 16** - In der Überschrift von Kapitel I Abschnitt 4 Unterabschnitt 2 desselben Erlasses werden die Wörter "oder die Gewährung einer öffentlichen Baukonzession" gestrichen.

**Art 17** - Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden die Wörter "Artikel 6 § 2 des Gesetzes" durch die Wörter "Artikel 9 Absatz 2 des Gesetzes öffentliche Aufträge" ersetzt;

b) Absatz 1 Ziffer 5 wird aufgehoben;

c) in Absatz 2 werden die Wörter "Artikel 21 §§ 1 und 2 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder in Artikel 21 §§ 1 und 2 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" durch die Wörter "Artikel 36 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder in Artikel 44 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017" ersetzt;

d) Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Ist ein Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung auf die Anwendung von Artikel 42 § 1 Ziffer 2 des Gesetzes öffentliche Aufträge zurückzuführen, so wird die Vollmacht zur Genehmigung des Auftrags an die Behörde vergeben, die den ursprünglichen, im Rahmen einer der Verfahren nach Artikel 35 Absatz 1 des Gesetzes öffentliche Aufträge vergebenen Auftrag genehmigt hat."

**Art 18** - Artikel 19 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

a) die Wörter "der Generalsekretär und der Generaldirektor" werden durch die Wörter "der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" ersetzt;

b) unter Ziffer 1 werden die Wörter "Artikel 9 § 4 Absatz 2" durch "Artikel 9 § 4 Absatz 1" ersetzt;

c) unter Ziffer 3 werden die Wörter "Artikel 13 § 1 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder von Artikel 13 § 1 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" durch die Wörter "Artikel 26 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 und von Artikel 34 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017" ersetzt.

**Art 19** - In Artikel 20 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wörter "der Generalsekretär und der Generaldirektor" werden durch die Wörter "der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" ersetzt;

b) unter Ziffer 1 werden die Wörter "in Artikel 95 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder in Artikel 94 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" durch die Wörter "in Artikel 76 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder in Artikel 74 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017" ersetzt;

c) unter Ziffer 3 werden die Wörter "Artikel 103 und 104 des Königlichen Erlasses vom 15. Juli 2011 oder Artikel 102 und 103 des Königlichen Erlasses vom 16. Juli 2012" durch die Wörter "Artikel 89 des Königlichen Erlasses vom 18. April 2017 oder Artikel 87 des Königlichen Erlasses vom 18. Juni 2017" ersetzt.

**Art 20** - Artikel 21 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 21 - Nur der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor dürfen, in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, den Auftrag vergeben, wenn der Betrag des wirtschaftlich vorteilhaftesten regulären Angebots den Betrag von 500.000 Euro für einen Bauauftrag, oder den für die europäische Bekanntmachung festgelegten Schwellenwert für einen Liefer- oder Dienstleistungsauftrag erreicht, und um mindestens 15 % unter dem Durchschnitt der Angebote liegt, die durch die auserwählten Submittenten abgegeben werden."

**Art. 21** - In der Überschrift von Kapitel I Abschnitt 4 Unterabschnitt 3 desselben Erlasses werden die Wörter "und der öffentlichen Baukonzession" gestrichen.<0

**Art 22** - Artikel 22 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 lautet nun wie folgt: "Der Bedienstete, der die Vollmacht hat, einen Auftrag abzuschließen, hat ebenfalls die Vollmacht, die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung dieses Auftrags zu fassen, einschließlich der Genehmigung der Verrechnungen für zusätzliche Arbeiten bis 15 % des Wertes des ursprünglichen Auftrags, oder bis 10 % des Wertes des ursprünglichen Auftrags in Bezug auf zusätzliche Lieferungen bzw. Dienstleistungen im Rahmen einer im Dokument zum ursprünglichen Auftrag vorgesehenen Überprüfungs Klausel oder im in Artikel 38/4 des Erlasses vom 14. Januar 2013 genannten Fall."

2° in Absatz 2 werden die Wörter "der Generalsekretär und der Generaldirektor" durch die Wörter "der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "und Rahmenvereinbarungen mit mehreren Auftragnehmern" zwischen "Aufträge" und "zu fassen" eingefügt.

**Art 23** - In Artikel 23 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" ersetzt;

2° in Absatz 1 werden die Wörter "Fristverlängerungen zu gewähren, die entweder auf die Verwaltung" durch "Fristverlängerungen, oder, wenn es sich um einen sehr bedeutenden Schaden handelt, jegliche andere Form der Revision oder die Kündigung zu gewähren, wenn die Verantwortung entweder auf die Verwaltung " ersetzt.

3° Absatz 2 wird aufgehoben.

**Art 24** - Artikel 24 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 sowie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, in Anwendung von Artikel 48 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 den Ausschluss eines säumigen Auftragnehmers zu beschließen.";

2° in Paragraph 3 werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 25** - In Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 26** - In Artikel 26 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 27** - In Artikel 27 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter "dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" werden durch die Wörter "dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt;

2° die Wörter "sowie den Bediensteten, die sie zu diesem Zweck bezeichnet haben" werden durch die Wörter "sowie den Bediensteten oder Mitgliedern des Vertragspersonals der Stufe A der Agentur, die sie zu diesem Zweck benannt haben" ersetzt.

**Art 28** - In Artikel 28 desselben Erlasses werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 29** - Artikel 29 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Was die Güter betrifft, deren Verwaltung der Agentur anvertraut wurde, wird abweichend von vorigem Absatz dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor die Vollmacht erteilt, die Übergabe folgender Güter zu genehmigen:

1° ungenutzte unbewegliche Güter;

2° ungenutzte bewegliche Güter."

**Art 30** - In Artikel 30 Absätze 1 und 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" bzw. "der Generalsekretär und der Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" bzw. "der Generalsekretär, der Generaldirektor und der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor" ersetzt.

**Art 31** - In Artikel 31 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 32** - In Artikel 32 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden die Wörter "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor" durch die Wörter "Dem Generalsekretär, dem Generaldirektor und dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor" ersetzt.

**Art 33** - Artikel 52 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Artikel 8 Absatz 2 wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe festzustellen, die auf die Basisartikel 12.04 und 12.05 des Titel I des Programms 23 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Region anzurechnen ist, und sich auf die Mieten und Gebühren in Bezug auf Immobiliengüter bezieht."

**Art 34** - In Artikel 66 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter "dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer" werden durch "dem zentralisierten Einnehmer, den Einnehmern" ersetzt;

2° das Wort "Rechnungsführung" wird durch das Wort "Führung" ersetzt;

3° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Anwendung von Artikel 21 § 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten wird dem Verwalter der Streitsachen die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu seiner Führung gehören, angebracht sind."

**Art 35** - In Artikel 67 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter "dem Generaleinnehmer, dem Einnehmer" werden durch "dem zentralisierten Einnehmer, den Einnehmern" ersetzt;

2° das Wort "Rechnungsführung" wird durch das Wort "Führung" ersetzt;

**Art 36** - In Art. 73/2 desselben Erlasses wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "10° die Zugangserlaubnis zum Beruf des Unternehmers im Binnenschiffsverkehr zu erteilen, abzuändern oder zu entziehen."

Art. 73/2 Ziffer 5 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"5° den Nachweis über die fachliche Eignung für den Zugang zum Beruf des Unternehmers im Binnenschiffsverkehr auszustellen, abzuändern oder zu entziehen;"

**Art 37** - Artikel 92 desselben Erlasses, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2011 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

**Art 38** - In Kapitel VIII desselben Erlasses wird ein Abschnitt 3, der die Artikel 101/5 bis 101/14 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3 - Besondere Bestimmungen für die Wallonische Agentur für das Erbe

Unterabschnitt 1 - Haushaltsvollmachten

Art. 101/5 - Der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor oder die Bediensteten oder die Vertragspersonalmitglieder der Stufe A, die er zu diesem Zweck benannt hat, sind befugt, im Rahmen der Tätigkeiten der Agentur die vom ersten Anweisungsbefugten oder vom bevollmächtigten Anweisungsbefugten zu Lasten der im Haushaltsplan der Agentur vorgesehenen Haushaltsmittel eingegangenen Ausgabenverpflichtungen zu genehmigen und festzustellen, oder gegebenenfalls freizugeben.

Art. 101/6 - Der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor oder die Bediensteten oder die Vertragspersonalmitglieder der Stufe A, die er zu diesem Zweck benannt hat, sind bevollmächtigt, die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur zu unterzeichnen.

Art. 101/7 - Der mit der Agentur beauftragte Generalinspektor oder die Bediensteten oder die Vertragspersonalmitglieder der Stufe A, die er zu diesem Zweck benannt hat, sind befugt, die Eröffnung und den Abschluss der Konten von den Finanzinstituten vornehmen zu lassen und ihre Funktionsweise zu bestimmen. Er teilt diesen Instituten die Muster der Unterzeichnung des planmäßigen Rechnungsführers und der eventuellen Mitunterzeichner und Stellvertreter mit.

Art. 101/8 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Einnehmer der Agentur die Vollmacht erteilt, vor Gericht aufzutreten, ein Urteil anzuerkennen, Berufung oder sämtliche geeigneten Rechtsmittel einzulegen, die im Rahmen jedes Streitfalls in Bezug auf Angelegenheiten, die zu seiner Führung gehören, angebracht sind.

Art. 101/9 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Einnehmer der Agentur die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs, einer gerichtlichen Reorganisation, einer kollektiven Schuldregelung oder einer Schuldvermittlung auf Intervention einer von der Wallonischen Region zugelassenen Einrichtung sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.

Art. 101/10 - Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, bis in Höhe von 50.000 Euro jede auf die Basisartikel der Klasse 1 oder 7 des Haushaltsplans der Agentur anrechenbare Ausgabe als Verpflichtung festzulegen, zu genehmigen und festzustellen, die sich auf dringende Sicherungsmaßnahmen im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über das Erbe bezieht.

Unterabschnitt 2 - Sonderbestimmungen

Art. 101/11 - Unter Beachtung der Aufgaben, die der Agentur anvertraut sind, wird dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor, die Vollmacht erteilt:

1° die Mietverträge abzuschließen, soweit die jährliche Miete einen Betrag von 125.000 Euro nicht übersteigt;

2° die Vereinbarungen zur Regelung der Entschädigungen für Mietschäden abzuschließen, soweit ihr Betrag 125.000 Euro nicht übersteigt.

Art. 101/12 - Unter Beachtung der Aufgaben, die der Agentur anvertraut sind, wird dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor oder den Bediensteten der Stufe A, die er zu diesem Zweck benannt hat, die Vollmacht erteilt, den Minister für die Vergabe und den Abschluss von Rechtsgeschäften in Bezug auf den Erwerb oder die Abtretung von unbeweglichen Gütern und für alle Genehmigungsanträge für sich darauf beziehende Arbeiten zu vertreten."

Art. 101/13 - Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor oder einem zu diesem Zweck von ihm benannten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, an den Versammlungen der Miteigentümer sowie an den Vorständen der Miteigentümer teilzunehmen, wobei er das Recht hat, im Rahmen der Grundurkunden und der Regelungen über das Miteigentum Verpflichtungen für die Agentur einzugehen.

Art. 101/14 - Dem mit der Agentur beauftragten Generalinspektor wird die Vollmacht erteilt, an den Standorten der Agentur Lehr- und Ausbildungspraktika zu organisieren."

**Art 39** - In demselben Erlass wird der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 abgeänderte Anhang durch den Anhang ersetzt, der vorliegendem Erlass beigefügt wird.

**Art 40** - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst und der Minister für das Erbe werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst  
und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## Anhang

Wahl des Vergabeverfahrens, Genehmigung der Auftragsunterlagen, qualitative Auswahl und Vergabe des Auftrags

Mit Ausnahme der Dienstausgaben, die sich nicht auf öffentliche Aufträge beziehen, wird den Inhabern der nachstehenden Funktionen bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MwSt.) die Vollmacht erteilt, das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten:

	Offenes Verfahren, Beschränktes Verfahren	Verhandlungsverfahren, Verhandlungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb, direktes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentli- chung einer Bekanntma- chung, direktes Verhand- lungsverfahren mit vorherigem Aufruf zum Wettbewerb	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Veröffentli- chung einer Bekanntma- chung, Verhandlungsver- fahren ohne vorherigen Aufruf zum Wettbewerb
Bau- und Arbeitsleistun- gen	Euro	Euro	Euro
Generalsekretär, General- direktor und mit der Agen- tur beauftragter General- inspektor	1.250.000	500.000	300.000
Generalinspektor	500.000	200.000	150.000
Direktor	200.000	100.000	75.000
Lieferungen			
Generalsekretär, General- direktor und mit der Agen- tur beauftragter General- inspektor	500.000	400.000	150.000
Generalinspektor	300.000	125.000	75.000
Direktor	125.000	50.000	50.000
Dienstleistungen			
Generalsekretär, General- direktor und mit der Agen- tur beauftragter General- inspektor	250.000	150.000	120.000
Generalinspektor	100.000	50.000	50.000
Direktor	50.000	25.000	25.000

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2017 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Dezember 2017

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst  
und die administrative Vereinfachung,

A. GREOLI

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/206853]

**14 DECEMBER 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010, 23 juni 2011, 31 mei 2012, 31 januari 2013, 28 november 2013, 20 maart 2014, 15 mei 2014, 26 maart 2015, 24 maart 2016 en 27 april 2017;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 en 12 december 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 december 2017;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst worden de woorden "aan de statutaire personeelsleden van de" vervangen door de woorden "aan de".

**Art 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een punt 4<sup>o</sup>, luidend als volgt :

"4<sup>o</sup> Agenschap: het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Erfgoedagentschap), zoals opgesteld bij het decreet van 12 juli 2017 tot oprichting van het "Agence wallonne du Patrimoine" als administratieve dienst met een autonome boekhouding en houdende ontbinding van het "Institut du Patrimoine wallon" (Waals Erfgoedinstituut)."

**Art 3.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de woorden "en aan de leden van het contractueel personeel van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie, hierna "ABDA" genoemd, die daartoe door de bevoegde overheid worden aangewezen."

**Art 4.** Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het eerste lid worden, voor het Agentschap, bij afwezigheid of verhindering van een directeur de overdrachten, waarmee hij is belast alsook de in het tweede lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan een personeelslid van niveau A dat hij daartoe aanwijst. "

**Art 5.** In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of van een lid van het contractueel personeel van een ADBA" ingevoegd tussen de woorden "De hiërarchische meerderen van een gemachtigd ambtenaar" en het woord "mogen, "

**Art 6.** In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd:

" In afwijking van het vorige lid is de inspecteur-generaal belast met het Agentschap gemachtigd om de beslissingen te treffen met betrekking tot opdrachten in het buitenland in het kader van de activiteiten van het Agentschap tot een bedrag van 5.000 euro."

**Art 7.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden "De secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap";

2<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

"In afwijking van het vorige lid is de titularis van de volgende ambten, wat het Agentschap betreft, gemachtigd, om ten belope van het bedrag dat naast zijn graad afgedrukt staat, elke uitgave te vereffenen die het voorwerp uitmaakt van een provisionele vastlegging toegelaten overeenkomstig het eerste lid :

- inspecteur-generaal: 50.000;
- directeur: 12.000 euro. "

**Art 8.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 9.** Artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"De titularis van de volgende ambten tot en met de bedragen die naast zijn graad afgedrukt staan, is gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Agentschap, elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I, van de begroting van het Agentschap, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit:

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro. "

**Art 10.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"De inspecteur-generaal belast met het Agentschap is gemachtigd om, in de materies die tot zijn bevoegdheden behoren, elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 12, klasse 1, titel I van de begroting van het Agentschap en betreffende de vertegenwoordigingskosten vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen voor zover de uitgave niet meer bedraagt dan 12.500 euro."

**Art 11.** In artikel 13, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "De secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 12.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden "De secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 13.** Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"De titularis van de volgende ambten tot en met de bedragen die naast zijn graad afgedrukt staan, is gemachtigd om elke andere uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, dan die betreffende de overheidsopdrachten en die toerekenbaar is op de basisallocaties van klasse 7, titel II, van de begroting van het Agentschap, en betreffende de aankoop van specifieke duurzame roerende goederen, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit:

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro. "

**Art 14.** Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

"De titularis van de volgende ambten tot en met de vastgelegde bedragen, verhogingen eventueel inbegrepen, die naast zijn graad afgedrukt staan, is gemachtigd om in het kader van de activiteiten van het Agentschap, elke andere uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties van de begroting van het Agentschap vrij te maken, met uitzondering van de uitgaven bedoeld bij bijzondere bepalingen van dit besluit:

- inspecteur-generaal: 50.000 euro;
- directeur: 12.000 euro. "

**Art 15.** Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 17. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder :

- 1° de wet inzake overheidsopdrachten: de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
- 2° het koninklijk besluit van 18 april 2017: het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;
- 3° het koninklijk besluit van 18 juni 2017: het koninklijk besluit van 18 juni 2017 plaatsing overheidsopdrachten speciale sectoren;
- 4° het koninklijk besluit van 14 januari 2013: het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten."

**Art 16.** In het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 4, hoofdstuk 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "of de toekenning van een concessie van openbare werken" geschrapt.

**Art 17.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in het eerste lid worden de woorden "artikel 6, § 2, van de wet" vervangen door de woorden "artikel 9, tweede lid, van de wet inzake overheidsopdrachten";
- b) punt 5° van het eerste lid wordt opgeheven;
- c) in het tweede lid worden de woorden "artikel 21, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 15 juli 2001 of bij artikel 21, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 16 juli 2012" vervangen door de woorden "artikel 36 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 of bij artikel 44 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017";
- d) het vierde lid wordt vervangen als volgt:

"Indien een onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking voortvloeit uit de toepassing van artikel 42, § 1, 2°, van de wet inzake overheidsopdrachten wordt de delegatie voor de goedkeuring van de opdracht toegekend aan de overheid die de aanvankelijke opdracht, gegund volgens één van de in artikel 35, eerste lid, van de wet inzake overheidsopdrachten bedoelde procedures, goedgekeurd heeft. "

**Art 18.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden "de secretaris-generaal en de directeur-generaal" worden vervangen door de woorden "de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap";
- b) in 1° worden de woorden "artikel 9, § 4, tweede lid" vervangen door de woorden "artikel 9, § 4, eerste lid";
- c) in 3° worden de woorden "artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 of artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 16 juli 2012" vervangen door de woorden "artikel 26, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 april 2017 of van artikel 34, tweede lid, van het koninklijk besluit van 18 juni 2017."

**Art 19.** In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de woorden "de secretaris-generaal en de directeur-generaal" worden vervangen door de woorden "de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap";
- b) in 1° worden de woorden "artikel 84 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 of in artikel 94 van het koninklijk besluit van 16 juli 2012" vervangen door de woorden "artikel 76 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 of in artikel 74 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017.";
- c) in 3° worden de woorden "de artikelen 103 en 104 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 of in de artikelen 102 en 103 van het koninklijk besluit van 16 juli 2012" vervangen door de woorden "artikel 89 van het koninklijk besluit van 18 april 2017 of artikel 87 van het koninklijk besluit van 18 juni 2017."

**Art 20.** Artikel 21 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 21. Enkel de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap kunnen, in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen, de opdracht toekennen wanneer het bedrag van de voordeligste regelmatige offerte 500.000 euro voor een opdracht voor aanneming van werken of de drempel vastgelegd voor de Europese bekendmaking voor een opdracht voor aanneming van levering of diensten bedraagt, en wanneer dit bedrag minstens 15 % onder het gemiddelde bedrag van de offertes ligt, ingediend door de geselecteerde inschrijvers."

**Art 21.** In het opschrift van onderafdeling 3 van afdeling 4, hoofdstuk 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "en de concessies van openbare werken" opgeheven.

**Art 22.** In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "bijkomende werken, leveringen of diensten tot en met 15 % van de aanvankelijke opdracht" vervangen door de woorden "bijkomende werken tot en met 15 % van de waarde van de aanvankelijke opdracht of 10 % van de waarde van de aanvankelijke opdrachten betreffende bijkomende leveringen of diensten in het kader van een herzieningsclausule bepaald in het document van de aanvankelijke opdracht of in de hypothese bedoeld in artikel 38/4 van het besluit van 14 januari 2013";

2° in het tweede lid worden de woorden "De secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal" vervangen door de woorden "De secretaris-generaal, de directeur-generaal of de inspecteur-generaal belast met het Agentschap";

3° in het tweede lid "en kaderovereenkomsten met meerdere aannemers" worden ingevoegd na de woorden "met de gewone uitvoering van de door de Minister toegewezen opdrachten".

**Art 23.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de secretaris-generaal, de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap";

2° in het eerste lid worden de woorden "of wanneer er sprake is van een zeer belangrijk nadeel, een andere vorm van herziening of de verbreking" ingevoegd tussen de woorden "verlengingen van de termijnen" en de woorden "toe te staan die te wijten zijn aan de administratie";

3° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art 24.** In artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011 en bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

" § 1. Delegatie wordt toegekend aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap om een in gebreke blijvende opdrachtnemer uit te sluiten overeenkomstig artikel 48 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013.

2° in § 3 worden de woorden "aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap."

**Art 25.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de woorden "aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 26.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de woorden "aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 27.** In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° de woorden "de secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap";

2° de woorden "of leden van het contractueel personeel van niveau A van het Agentschap" worden ingevoegd tussen de woorden "de daartoe aangewezen ambtenaren" en het woord "delegatie".

**Art 28.** In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "de secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "de secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 29.** Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"In afwijking van het vorige lid krijgt de inspecteur-generaal belast met het Agentschap, voor de goederen waaraan het beheer aan het Agentschap wordt toevertrouwd, delegatie om de overhandiging te machtigen van:

1° ongebruikte onroerende gebouwen;

2° ongebruikte roerende gebouwen."

**Art 30.** In artikel 30, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de woorden "De secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 31.** In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de woorden "De secretaris-generaal en de directeur-generaal" vervangen door de woorden "De secretaris-generaal, de directeur-generaal en de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 32.** In artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de woorden "aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal" vervangen door de woorden "aan de secretaris-generaal, aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap".

**Art 33.** Artikel 52 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

"In afwijking van artikel 8, tweede lid, krijgt de directeur-generaal een delegatie om elke uitgave toerekenbaar op basisallocaties 12.04 en 12.05 van titel I, programma 23, van organisatie-afdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest en betreffende de huur en belastingen m.b.t. onroerende goederen, zonder beperking in het bedrag, te vereffenen.

**Art 34.** In artikel 66 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de algemene ontvanger, de ontvanger" worden vervangen door de woorden "de centraliserend ontvanger, de ontvangers";

2° de woorden "aangelegenheden die tot het beheer van hun boekhouding" worden vervangen door de woorden "aangelegenheden die tot hun beheer";

3° het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

"Overeenkomstig artikel 21, § 3, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden krijgen de beheerder van de geschillen een delegatie om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, een beroep in te dienen of ieder gepast rechtsmiddel in te zetten in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot zijn beheer behoren."

**Art 35.** In artikel 67 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de algemene ontvanger en de ontvanger" worden vervangen door de woorden "de centraliserend ontvanger en de ontvangers";

2° de woorden "aangelegenheden die ressorteren onder hun boekhoudkundig beheer." worden vervangen door de woorden "aangelegenheden die onder hun beheer ressorteren".

**Art 36.** Artikel 73/2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt: "10° het getuigschrift m.b.t. de toegang tot het beroep van vervoerder van goederen over de waterweg toe te kennen, op te schorten of in te trekken."

Artikel 73/2, 5°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"5° het vakbekwaamheidsattest voor de uitoefening van het beroep vervoerder van goederen over de waterweg toe te kennen, op te schorten of in te trekken;"

**Art 37.** Artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2011, wordt opgeheven.

**Art 38.** In Hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit, wordt een afdeling 3, die de artikelen 101/5 tot 101/14 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

"Afdeling 3 - Bijzondere bepalingen betreffende het "Agence wallonne du Patrimoine"

Onderafdeling 1 - Begrotingsdelegaties

Art. 101/5. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren of de leden van het contractueel personeel van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, worden gemachtigd om de uitgaven goed te keuren en te vereffenen of, in voorkomend geval, vrij te maken in het kader van de activiteiten van het Agentschap, die door de eerste of gemachtigde ordonnateur zijn vastgelegd ten laste van de kredieten voorzien op de begroting van het Agentschap.

Art. 101/6. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren of de leden van het contractueel personeel van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, zijn gedelegeerd om de ordonnantiën van uitgaven, vastgesteld ten laste van de begroting van het Agentschap, te ondertekenen.

Art. 101/7. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren of de leden van het contractueel personeel van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, worden gemachtigd om de financiële instellingen de opening en de sluiting van de rekeningen te laten verrichten en er de nadere werkingsregels van vast te leggen. Hij deelt deze instellingen de modellen van de handtekeningen van de titelvoerende rekenplichtige en van de eventuele medeondertekenaars en plaatsvervangers mee.

Art. 101/8. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur krijgt de ontvanger van het Agentschap een delegatie om in rechte op te treden, in een vonnis te berusten, een beroep in te dienen of ieder gepast rechtsmiddel in te zetten in het kader van alle betwistingen betreffende aangelegenheden die tot zijn beheer behoren.

Art. 101/9. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur krijgt de ontvanger van het Agentschap een delegatie om elke bewarende maatregel te treffen en meer bepaald om, in geval van een faillissement, gerechtelijke reorganisatie, collectieve schuldregeling of schuldbemiddeling door toedoen van een instelling erkend door het Waalse Gewest, elke schuldvorderingsaangifte te ondertekenen en in te dienen die valt onder de aangelegenheden die ressorteren onder hun boekhoudkundig beheer.

Art. 101/10. Er wordt aan de inspecteur-generaal belast met het Agentschap tot en met het bedrag van 50.000 euro, een machtiging verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te betalen, die dringende bewarende maatregelen bedoeld bij het Waals Erfgoedwetboek betreft en die toerekenbaar is op de basisallocaties van klasse 1 of 7 van de begroting van het Agentschap.

Onderafdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 101/11. Met inachtneming van de opdrachten die aan het Agentschap worden toevertrouwd, krijgt de inspecteur-generaal belast met het Agentschap een delegatie om:

1° de huurovereenkomsten te sluiten voor zover de jaarlijkse huur 125.000 euro niet overstijgt;

2° de overeenkomsten te sluiten ter regeling van de vergoedingen wegens huurschade voor zover het bedrag ervan 125.000 euro niet overstijgt.

Art. 101/12. Met inachtneming van de opdrachten die aan het Agentschap worden toevertrouwd, krijgt de inspecteur-generaal belast met het Agentschap of de ambtenaren van niveau A die daartoe door hem worden aangewezen, een delegatie om de Minister te vertegenwoordigen bij het verlijden en het sluiten van de akten in verband met de aankoop of de overdracht van onroerende goederen en van elke vergunningsaanvraag voor bijbehorende werken.

Art. 101/13. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap of een ambtenaar van niveau A die daartoe door hem wordt aangewezen, krijgt delegatie om binnen de medeëigenaarsvergaderingen en in de raad van medeëigendom te zetelen om het Agentschap te verbinden binnen de perken van de basisakten en de regelingen over de medeëigendom.

Art. 101/14. De inspecteur-generaal belast met het Agentschap krijgt een delegatie voor de organisatie van leerstages en opleidingen op de sites van het Agentschap."

**Art 39.** In hetzelfde besluit wordt de bijlage, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013, vervangen bij de bij dit besluit gevoegde bijlage.

**Art 40.** De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Erfgoed zijn belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 december 2017.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

## Bijlage

Keuze van de gunningswijze, aanneming van de overheidsopdrachtdocumenten, kwalitatieve selectie en toewijzing van de opdracht

Met uitsluiting van de dienstuitgaven anders dan die betreffende de overheidsopdrachten krijgt de titularis van onderstaande ambten tot en met volgende bedragen, BTW niet meegerekend, een delegatie om de gunningswijze van de overheidsopdracht te kiezen, de overheidsopdrachtdocumenten goed te keuren en de procedure in te zetten:

	Open aanbesteding, beperkte aanbesteding	Concurrentieprocedure met onderhandeling, onderhandelingsprocedure met voorafgaande oproep tot mededinging, directe onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, directe onderhandelingsprocedure met voorafgaande oproep tot mededinging	Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande oproep tot mededinging
WERKEN	euro	euro	euro
Secretaris-generaal, directeur-generaal en inspecteur-generaal belast met het Agentschap	1.250.000	500.000	300.000
Inspecteur-generaal	500.000	200.000	150.000
Directeur	200.000	100.000	75.000
Leveringen			
Secretaris-generaal, directeur-generaal en inspecteur-generaal belast met het Agentschap	500.000	400.000	150.000
Inspecteur-generaal	300.000	125.000	75.000
Directeur	125.000	50.000	50.000
Diensten			
Secretaris-generaal, directeur-generaal en inspecteur-generaal belast met het Agentschap	250.000	150.000	120.000
Inspecteur-generaal	100.000	50.000	50.000
Directeur	50.000	25.000	25.000

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2017 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst.

Namen, 14 december 2017.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN